

EHRC 2015/25

EHRC 2015/25, EHRM, 18-09-2014, 21010/10, (annotatie)

INHOUDSINDICATIE

Politiegegevens, Privéleven, Noodzakelijkheid, Effectieve remedie

GA DIRECT NAAR

Samenvatting
Uitspraak
Beslissing/besluit
Noot

GEGEVENS

Instantie	Europees Hof voor de Rechten van de Mens
Datum uitspraak	18-09-2014
Publicatie	EHRC 2015/25 (Sdu European Human Rights Cases), aflevering 2, 2015
Annotator	prof. mr. J.M. ten Voorde
Zaaknummer	21010/10
Rechtsgebied	
Rubriek	Uitspraken EHRM
Rechters	Villiger (Voorzitter) Power-Forde Yudkivska De Gaetano Potocki Jäderblom Pejchal
Partijen	Brunet tegen Frankrijk
Regelgeving	EVRM - 8 EVRM - 13

SAMENVATTING

Klager wordt op 10 oktober 2008 aangehouden op verdenking van het plegen van geweld tegen zijn vrouw. Hij wordt in hechtenis genomen, maar ten behoeve van bemiddeling vrijgelaten op 24 november 2008. De bemiddeling verloopt succesvol en de strafzaak wordt niet verder doorgezet. De feiten en omstandigheden van het gepleegde geweld, de personalia van het slachtoffer, alsmede de personalia van klager worden opgenomen in het informatiesysteem van de Franse politieautoriteiten (Système de traitement des infractions constatées of STIC). De persoonlijke gegevens van verdachten kunnen twintig jaar worden bewaard. Klager verzoekt de Procureur de la république de gegevens uit STIC te verwijderen. Dat wordt geweigerd. Tegen de beslissing van de procureur staat geen beroep open. Klager wendt zich tot het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Zijn belangrijkste klacht is dat met het behoud van de gegevens in STIC zijn recht op privéleven, beschermd op grond van art. 8 EVRM, wordt geschonden, terwijl daarvoor geen rechtvaardiging bestaat. Unaniem komt het Hof tot het oordeel dat art. 8 EVRM is geschonden. De omstandigheid dat de procureur op basis van het toenmalige (en huidige) wettelijk stelsel geen discretionaire ruimte had en heeft om in een concreet geval te besluiten tot verwijdering van gegevens, leidt er volgens het Hof toe dat te weinig rekening wordt gehouden met de bijzondere omstandigheden van het geval waardoor gegevens disproportioneel lang kunnen worden bewaard.

UITSpraak

I. Sur la recevabilité

20. Invoquant les articles 6 et 17 de la Convention, le requérant se plaint du déroulement de l'enquête et de la garde à vue dont il a fait l'objet, ainsi que de l'absence de suites données à la plainte qu'il a lui-même déposée contre sa compagne.

21. La Cour observe que le requérant n'a pas soulevé ces griefs devant les juridictions internes. Il s'ensuit que cette partie de la requête doit être rejetée pour non-épuisement des voies de recours internes, en application de l'article 35 §§ 1 et 4 de la Convention.

22. Par ailleurs, invoquant l'article 8 en substance, ainsi que l'article 13, le requérant critique son inscription au STIC.

23. La Cour constate que ce grief n'est pas manifestement mal fondé au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention. Elle relève par ailleurs qu'il ne se heurte à aucun autre motif d'irrecevabilité. Il convient donc de le déclarer recevable.

II. Sur la violation alléguée de l'article 8 de la Convention

24. Le requérant allègue que son inscription au STIC constitue une violation de la Convention, invoquant en substance son article 8, dont les dispositions se lisent comme suit:

"1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui."

25. Le Gouvernement conteste cette thèse.

A. Arguments des parties

1. Le requérant

26. Le requérant qualifie son inscription au STIC de diffamatoire et outrageante. Il estime subir un préjudice du fait que, dans l'hypothèse d'une séparation avec sa compagne, la consultation du fichier pourrait conduire à un rejet de sa demande de garde de son enfant.

27. Enfin, le requérant considère que l'absence de recours contre la décision du 1er décembre 2009 est contraire à la Convention. Il estime que son auteur, le procureur de la République, n'est pas un magistrat indépendant et qu'il se soumet aux directives du Gouvernement qui visent à généraliser le fichage des citoyens.

2. Le Gouvernement

28. Le Gouvernement considère que la nature de l'atteinte à l'article 8 alléguée n'est pas précisée par le requérant. Il concède que l'inscription de l'identité de ce dernier au STIC constitue une ingérence dans son droit au respect de sa vie privée, mais précise que cette dernière était prévue par la loi, poursuivait un but légitime et était nécessaire dans une société démocratique.

29. Le Gouvernement fait valoir que toute personne inscrite au STIC peut solliciter l'effacement ou la mise à jour des données la concernant auprès du procureur de la République. Il estime que ce recours est effectif, au regard de la nature limitée de l'ingérence. A cet égard, il rappelle que seuls sont répertoriés l'état civil du requérant et les données en relation avec l'infraction, ces éléments n'étant accessibles qu'à un nombre limité de personnes habilitées, pendant une durée de vingt ans justifiée par la nature et la gravité des faits reprochés, ainsi que par l'utilité de ces informations pour permettre au parquet d'apprécier l'opportunité des poursuites en cas de nouvelle mise en cause pour des faits similaires.

30. Par ailleurs, le Gouvernement souligne que le requérant dispose, depuis la loi du 14 mars 2011, de la possibilité de s'adresser au magistrat référent instauré à l'article 230-9 du code de procédure pénale, afin de transformer son "inscription" en simple "mention".

B. Appréciation par la Cour

1. L'existence de l'ingérence

31. La Cour constate d'emblée que l'inscription au STIC des données relatives au requérant a constitué une ingérence dans son droit à la vie privée, ce qui n'est pas contesté par le Gouvernement.

2. Justification de l'ingérence

a) Base légale et but légitime

32. La Cour observe que cette ingérence était "prévues par la loi" et qu'elle poursuivait les "buts légitimes" de défense de l'ordre, de prévention des infractions pénales, et de protection des droits d'autrui.

b) Nécessité de l'ingérence

i. Les principes généraux

33. Il lui reste donc à examiner la nécessité de l'ingérence au regard des exigences de la Convention, qui commandent qu'elle réponde à un "besoin social impérieux" et, en particulier, qu'elle soit proportionnée au but légitime poursuivi et que les motifs invoqués par les autorités nationales pour la justifier apparaissent "pertinents et suffisants" (voir, notamment, *M.K. c. France*, no 19522/09, § 33, 18 avril 2013).

34. S'il appartient tout d'abord aux autorités nationales de juger si toutes ces conditions se trouvent remplies, c'est à la Cour qu'il revient de trancher en définitive la question de la nécessité de l'ingérence au regard des exigences de la Convention (*Coster c. Royaume-Uni*[GC], no 24876/94, § 104, 18 janvier 2001, et *S. et Marper c. Royaume-Uni*[GC], nos 30562/04 et 30566/04, § 101, CEDH 2008). Une certaine marge d'appréciation, dont l'ampleur varie et dépend d'un certain nombre d'éléments, notamment de la nature des activités en jeu et des buts des restrictions, est donc laissée en principe aux États dans ce cadre (voir, notamment, *Klass et autres c. Allemagne*, 6 septembre 1978, § 49, série A no 28, *Smith et Grady c. Royaume-Uni*, nos 33985/96 et 33986/96, § 88, CEDH 1999-VI, *Gardel c. France*, no 16428/05, *B.B. c. France*, no 5335/06, et *M.B. c. France*, no 22115/06, 17 décembre 2009, respectivement §§ 60, 59 et 51). Cette marge est d'autant plus restreinte que le droit en cause est important pour garantir à l'individu la jouissance effective des droits fondamentaux ou d'ordre "intime" qui lui sont reconnus (*Connors c. Royaume-Uni*, no 66746/01, § 82, 27 mai 2004, et *S. et Marper*, précité, § 102). En revanche, lorsqu'il n'y a pas de consensus au sein des États membres du Conseil de l'Europe, que ce soit sur l'importance relative de l'intérêt en jeu ou sur les meilleurs moyens de le protéger, la marge d'appréciation est plus large (*Dickson c. Royaume-Uni*[GC], no 44362/04, § 78, CEDH 2007 XIII).

35. La protection des données à caractère personnel joue un rôle fondamental pour l'exercice du droit au respect de la vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la Convention. La législation interne doit donc ménager des garanties appropriées pour empêcher toute utilisation de données à caractère personnel qui ne serait pas conforme aux garanties prévues dans cet article. Cette nécessité se fait d'autant plus sentir lorsqu'il s'agit de protéger les données à caractère personnel soumises à un traitement automatique, en particulier lorsque ces données sont utilisées à des fins policières. Le droit interne doit notamment s'assurer que ces données sont pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées, et qu'elles sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées. Le droit interne doit aussi contenir des garanties de nature à protéger efficacement les données à caractère personnel enregistrées contre les usages impropres et abusifs (*S. et Marper c. Royaume-Uni*, précité, § 103, *Gardel c. France*, précité, § 62, CEDH 2009, et *M.K. c. France*, précité, § 35).

36. Pour apprécier le caractère proportionné de la durée de conservation des informations au regard du but poursuivi par leur mémorisation, la Cour tient compte de l'existence ou non d'un contrôle indépendant de la justification de leur maintien dans le système de traitement, exercé sur la base de critères précis tels que la gravité de l'infraction, les arrestations antérieures, la force des soupçons pesant sur la personne ou toute autre circonstance particulière (*S. et Marper c. Royaume-Uni*, précité, § 119, et *B.B. c. France*, précité, § 68).

37. Enfin, il appartient à la Cour d'être particulièrement attentive au risque de stigmatisation de personnes qui, à l'instar du requérant, n'ont été reconnues coupables d'aucune infraction et sont en droit de bénéficier de la présomption d'innocence. Si, de ce point de vue, la conservation de données privées n'équivaut pas à l'expression de soupçons, encore faut-il que les conditions de cette conservation ne leur donne pas l'impression de ne pas être considérés comme innocents (*S. et Marper*, précité, § 122, et *M.K.*, précité, § 36).

ii. L'application des principes susmentionnés au cas d'espèce

38. La Cour observe d'emblée que le requérant se plaint d'une atteinte susceptible d'être portée à sa vie privée et familiale du fait de son inscription au fichier, dans le cadre d'une éventuelle procédure devant le juge aux affaires familiales relative au droit de garde de son enfant. Or, elle constate que ce magistrat ne figure pas parmi les personnes ayant accès au fichier concerné. La situation dénoncée par le requérant n'est donc pas susceptible de se produire.

39. En revanche, s'agissant du caractère outrageant invoqué, la Cour note que si les informations répertoriées au STIC ne comportent ni les empreintes digitales (à la différence du fichier automatisé des empreintes digitales – voir *M.K.*, précité) ni le profil ADN des personnes, elles présentent néanmoins un caractère intrusif non négligeable, en ce qu'elles font apparaître des éléments détaillés d'identité et de personnalité en lien avec des infractions constatées, dans un fichier destiné à la recherche des infractions.

40. En outre, la Cour relève que le requérant a bénéficié, à la suite de la médiation pénale, d'un classement sans suite justifiant qu'il reçoive un traitement différent de celui réservé à une personne condamnée, afin d'éviter tout risque de stigmatisation (*S. et Marper*, précité, § 22, et *M.K.*, précité, § 42). À ce titre, elle observe que depuis la loi du 14 mars 2011, l'article 230-8 du code de procédure pénale dispose que, dans une telle hypothèse, le classement sans suite doit faire l'objet d'une mention sur la fiche enregistrée au STIC et les données relatives à la personne concernée ne peuvent alors plus être consultées dans le cadre de certaines enquêtes administratives. En l'espèce, la Cour ignore si la décision du ministère public a été effectivement inscrite parmi les informations concernant le requérant. Néanmoins, elle constate qu'en tout état de cause cette mesure n'a pas d'effet sur la durée de conservation de la fiche, qui est de vingt ans. Or, elle considère que cette durée est importante, compte tenu de l'absence de déclaration judiciaire de culpabilité et du classement sans suite de la procédure après le succès de la médiation pénale. Il lui appartient donc de s'interroger sur le caractère proportionné d'un tel délai, en tenant compte de la possibilité pour l'intéressé de demander l'effacement anticipé des données (voir *mutatis mutandis*, *M.K.*, précité, § 45).

41. À cet égard, la Cour relève que la loi, dans sa version applicable à l'époque des faits comme dans celle en vigueur, ne donne au procureur le pouvoir d'ordonner l'effacement d'une fiche que dans l'hypothèse d'un non-lieu ou d'un classement sans suite motivé par une insuffisance des charges, outre les cas de relaxe ou d'acquiescement pour lesquels l'effacement est de principe mais où il peut prescrire le maintien des données au STIC. En l'espèce, pour rejeter la demande présentée à cette fin par le requérant, le procureur de la République d'Evry a appliqué strictement ces dispositions et s'est borné à constater que la procédure concernée avait fait l'objet d'une décision de classement sans suite fondée sur une autre cause que l'absence d'infraction ou son caractère insuffisamment caractérisé. Il n'avait donc pas compétence pour vérifier la pertinence du maintien des informations concernées dans le STIC au regard de la finalité de ce fichier, ainsi que des éléments de fait et de personnalité. La Cour estime qu'un tel contrôle ne saurait passer pour effectif, l'autorité chargée de l'exercer n'ayant pas de marge d'appréciation pour évaluer l'opportunité de conserver les données.

42. De même, elle note qu'à l'époque des faits la décision du procureur de la République n'était susceptible d'aucun recours. Certes, d'une part, le droit interne permet désormais à l'intéressé d'adresser une nouvelle demande au magistrat référent visé à l'article 230-9 du code de procédure pénale, comme le soutient le Gouvernement. La Cour observe néanmoins que le texte précise que ce magistrat "dispose des mêmes pouvoirs d'effacement, de rectification ou de maintien des données personnelles (...) que le procureur de la République". Aux yeux de la Cour, un tel recours ne présente donc pas le caractère d'effectivité nécessaire, l'autorité décisionnaire ne disposant d'aucune marge d'appréciation quant à la pertinence du maintien des informations au fichier, notamment lorsque la procédure a été classée sans suite après une médiation pénale, comme en l'espèce. D'autre part, la jurisprudence récente du Conseil d'État reconnaît la possibilité d'exercer un recours pour excès de pouvoir contre les décisions du procureur en matière d'effacement ou de rectification, qui ont pour objet la tenue à jour du STIC et sont détachables d'une procédure judiciaire (paragraphe 19 ci-dessus). Cependant, la Cour constate que cette faculté n'était pas reconnue à l'époque des faits, le requérant s'étant vu expressément notifier l'absence de toute voie de contestation ouverte contre la décision du procureur du 1er décembre 2009.

43. Ainsi, bien que la conservation des informations insérées dans le STIC soit limitée dans le temps, il en découle que le requérant n'a pas disposé d'une possibilité réelle de demander l'effacement des données le concernant et que, dans une hypothèse telle que celle de l'espèce, la durée de vingt ans prévue est en pratique assimilable, sinon à une conservation indéfinie, du moins à une norme plutôt qu'à un maximum (*M.K.*, précité).

44. En conclusion, la Cour estime que l'État défendeur a outrepassé sa marge d'appréciation en la matière, le régime de conservation des fiches dans le STIC, tel qu'il a été appliqué au requérant, ne traduisant pas un juste équilibre entre les intérêts publics et privés concurrents en jeu. Dès lors, la conservation litigieuse s'analyse en une atteinte disproportionnée au droit du requérant au respect de sa vie privée et ne peut passer pour nécessaire dans une société démocratique.

45. Il y a donc eu violation de l'article 8 de la Convention.

III. Sur la violation alléguée de l'article 13 de la Convention

46. Le requérant allègue aussi la violation de l'article 13 de la Convention, ainsi libellé:

"Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la (...) Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles."

47. Compte tenu de la conclusion qui précède (paragraphe 38 ci-dessus), la Cour estime ne pas devoir se prononcer sur le grief en question (voir, notamment, *Lambert c. France*, 24 août 1998, § 43, *Recueil des arrêts et décisions* 1998 V).

IV. Sur l'application de l'article 41 de la Convention

48. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

"Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable."

49. Le requérant réclame 8 000 euros (EUR) au titre du préjudice matériel et moral qu'il aurait subi.

50. Le Gouvernement observe que l'essentiel des éléments constitutifs de préjudice invoqués par le requérant se rapportent aux griefs liés aux conditions alléguées de sa garde à vue et de l'enquête. Il ajoute que, s'agissant de l'inscription au STIC, le requérant ne fournit aucun élément d'explication sur la consistance de son préjudice moral. Il estime qu'un constat de violation constitue une réparation suffisante du préjudice invoqué.

51. La Cour observe que le requérant n'explique pas en quoi a constitué le préjudice matériel subi du fait de son inscription au STIC. Elle estime cependant que le requérant a subi un tort moral certain et, statuant en équité comme le veut l'article 41, lui accorde à ce titre la somme de 3 000 EUR.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

1. *Déclare* la requête recevable quant aux griefs tirés de la violation des articles 8 et 13 et irrecevable pour le surplus;
2. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention;
3. *Dit* qu'il n'y a pas lieu d'examiner le grief tiré de l'article 13 de la Convention;
4. *Dit*

a) que l'État défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, 3 000 EUR (trois mille euros) pour dommage moral, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt;

b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage;

5. *Rejet* de la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

NOOT

1. Klager en zijn vrouw hebben ruzie die ontaardt in fysiek geweld. De vrouw doet daarvan aangifte en klager wordt aangehouden en in voorlopige hechtenis genomen. Tot berechting van klager komt het niet, omdat de zaak door middel van 'médiation pénale' wordt afgedaan (ex art. 10-1 van de Code de procédure pénale). De feiten en omstandigheden van de zaak alsmede de personalia van klager worden opgenomen in het informatiesysteem van de Franse politieke diensten (système de traitement des infractions constatées of STIC). STIC is toegankelijk voor leden van de Franse nationale politie, de gendarmerie en de douane, alsmede onderzoeksrechters en andere diensten (waaronder buitenlandse politiediensten), mits daartoe wettelijk bevoegd. STIC valt onder verantwoordelijkheid van de minister van Binnenlandse zaken en wordt per gerechtelijk arrondissement gecontroleerd door de Procureur de la République (een lid van het Openbaar Ministerie). Daarnaast is sinds 2011 een magistraat belast met controle op het gebruik van geautomatiseerde werken, waaronder STIC (art. 230-9 Code de procédure pénale).

In STIC worden fiches opgenomen met informatie over personen tegen wie ernstige vermoedens bestaan dat zij een misdrijf, wanbedrijf of een bepaalde overtreding hebben begaan. Naast informatie over de feiten (waaronder plaats, datum en *modus operandi*) en het eventuele slachtoffer bevat STIC ook informatie over de persoon van de verdachte, waaronder naam, voorna(a)m(en), geslacht, eventueel meisjesnaam, eventue(e)l(e) aliassen, burgerlijke staat, nationaliteit, woonadres, beroep, al dan niet voorzien van een foto. De informatie wordt in beginsel bewaard voor de duur van maximaal twintig jaar. Afhankelijk van de ernst van de feiten of in geval van minderjarigheid van de verdachte kan de termijn worden verlengd (tot maximaal veertig jaar) respectievelijk worden verlaagd (tot maximaal vijf jaar).

2. Klager maakt bezwaar tegen registratie en verzoekt bij de Procureur de la République om verwijdering van zijn gegevens uit STIC. Volgens klager is van een strafbaar feit geen sprake en is het niet nodig dat hij blijvend wordt herinnerd aan het feit; hij beschouwt de aangifte van zijn vrouw als een waarschuwing om een oplossing te zoeken voor hun conflictueuze relatie (par. 8). Het verzoek wordt geweigerd, omdat niet is voldaan aan de wettelijke vereisten voor verwijdering van gegevens uit STIC, namelijk - kort gezegd - afwezigheid van strafbaarheid van het feit of een onvoldoende duidelijk omschreven strafbaar feit (huidig art. 230-8 Code de procédure pénale). Noch van het één noch van het ander was volgens de procureur *in casu* sprake. Uit 's Hofs arrest blijkt niet of de beslissing van de procureur was gemotiveerd. Tegen de beslissing van de procureur stond geen beroep open.

3. Klager wendt zich vervolgens tot het Europese Hof voor de Rechten van de Mens. Zijn belangrijkste klacht betreft schending van art. 8 en 13 EVRM (de klacht over art. 6 en 17 EVRM wordt door het Hof zonder veel omhaal van woorden verworpen (par. 20-21)). Klager stelt zich op het standpunt dat nu zijn fiche niet is verwijderd hij in een eventuele echtscheidingsprocedure ernstig kan worden benadeeld, met name als het gaat om het bepalen van de voogdij over het kind. Het Hof verworpt dit argument, omdat de echtscheidingsrechter geen toegang heeft tot STIC (par. 38). Het Hof ziet in de zaak echter wel aanleiding om ambtshalve te beoordelen of sprake is van een schending van het recht op privacy. Unaniem oordeelt het Hof dat in de omstandigheden van dit geval sprake is van een schending van dat recht, in het bijzonder is sprake van een schending van de eisen van proportionaliteit en subsidiariteit.

4. Onbetwist is dat de gegevens die in STIC worden opgenomen een inbreuk opleveren op het privéleven van klager (par. 31). Het Hof observeert ook dat deze inbreuk is voorzien bij wet en gericht is op bescherming van de openbare orde, het voorkomen van strafbare feiten en de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen (par. 32). De vraag is echter of de inmenging in het recht op privéleven noodzakelijk is. Om die vraag voor deze casus te beantwoorden vat het Hof zijn rechtspraak ten aanzien van noodzakelijkheid bondig samen (par. 33-37). Daarbij eindigt het Hof met een waarschuwing. Het Hof acht het tot zijn taak Verdragsstaten te wijzen op het gevaar van stigmatisering wanneer gegevens van personen, die niet zijn veroordeeld en voor wie de onschuldpresumptie onverkort geldt, worden opgeslagen. Hoewel er goede redenen kunnen bestaan gegevens van een bepaald persoon op te slaan, moet dat niet ontaarden in een algemeen wantrouwen jegens burgers (par. 37). Daardoor, zo kan worden toegevoegd, kan de door het Verdrag gewaarborgde open democratische samenleving in het gedrang komen.

Het Hof stelt dat de inbreuk moet beantwoorden aan een 'dringende maatschappelijke behoefte', de inbreuk moet proportioneel zijn ten opzichte van het legitieme doel en de door de overheid ingeroepen doeleinden ter rechtvaardiging van een inbreuk moeten zowel relevant als toereikend zijn (par. 33). Verdragsstaten hebben een zekere beoordelingsvrijheid om te bepalen of de inbreuk noodzakelijk was, die afhankelijk van bepaalde omstandigheden soms beperkter en soms ruimer is (par. 34). De bescherming van persoonlijke gegevens is in dit verband van fundamenteel belang om het recht op privé- en familielevens volledig te kunnen uitoefenen. Opnieuw benadrukt het Hof het belang dat in het nationale recht voldoende waarborgen moeten zijn opgenomen die voorkomen dat op een zodanige wijze gebruik wordt gemaakt van die gegevens die niet in overeenstemming is met het recht dat in art. 8 EVRM tot uitdrukking wordt gebracht (zie eerder o.a. de uitspraak van de Grote Kamer van het Hof in de zaak *S. en Marper. Verenigd Koninkrijk* (EHRM 4 december 2008, nrs. 30562/04 en 30566/04, «EHC» 2009/13 m.nt. Koops). In het bijzonder wanneer die gegevens automatisch worden verwerkt en worden gebruikt door politiediensten ten behoeve van de uitoefening van de politietak, moet nationale wetgeving waarborgen dat slechts die data wordt verwerkt die relevant zijn en niet-excessief ten opzichte van het doel waarvoor ze zijn opgeslagen en verwerkt. Ook de duur van de opslag moet doelgebonden zijn. Verkeerd gebruik en misbruik van gegevens moet zoveel mogelijk worden voorkomen (par. 35). De proportionaliteit van de duur van de opslag van gegevens wordt mede bepaald door het bestaan van onafhankelijke controle op de opgeslagen gegevens en heldere criteria op basis waarvan kan worden bepaald of gegevens niet moeten worden verwijderd, waaronder de ernst van het feit, eerdere aanhoudingen, de ernst van de verdenking tegen een persoon en andere bijzondere omstandigheden (par. 36). Merk op dat deze criteria betrekking hebben op een concrete strafzaak. Het opslaan van gegevens ten behoeve van in de toekomst mogelijk te plegen strafbare feiten wordt kennelijk niet gerechtvaardigd.

5. Het Hof stelt dat de informatie over klager in STIC een onmiskenbaar indringend karakter heeft, nu sprake is van gedetailleerde persoonlijke informatie. Tegelijkertijd blijkt niet dat die informatie wordt gebruikt in een strafzaak. Sterker nog, van een strafzaak tegen klager naar aanleiding waarvan het fiche is aangemaakt, zal het vanwege een kennelijk succesvolle bemiddeling niet komen. Het Hof meent dat het in deze omstandigheden op de weg van de procureur lag te beoordelen of het bewaren van de gegevens van klager in STIC voor de duur van maximaal twintig jaar wel proportioneel is. Het Hof constateert echter dat naar de letter van de wet een succesvolle bemiddeling geen grond vormt voor het verwijderen van gegevens uit STIC. De procureur die het verzoek van klager in behandeling heeft genomen heeft zich aan de letter van de wet gehouden. Hij achtte zich kennelijk niet competent na te gaan of een succesvol afgeronde bemiddeling een reden vormt om de gegevens van klager uit STIC te verwijderen. Dat acht het Hof geen wenselijke situatie, temeer omdat een gevolg van deze strikte toepassing van de wet ook is dat gegevens voor de maximaal mogelijke duur (in beginsel twintig jaar) worden bewaard. Een dergelijk legisme (zowel ten aanzien van de ruimte die de beoordelingsautoriteit meent te hebben bij het beoordelen van een verzoek tot verwijdering van gegevens als ten aanzien van de duur van opslag van gegevens) verdraagt zich slecht met het toetsen van de noodzakelijkheid van het bewaren van gegevens in een individueel geval. Dat de huidige wettelijke regeling controle door een magistraat heeft mogelijk gemaakt (zie nr. 1), maakt dat volgens het Hof niet anders, omdat de magistraat op basis van dezelfde argumenten als de procureur oordeelt of gegevens moeten worden verwijderd en ook hem feitelijk geen beoordelingsvrijheid toekomt. Het Hof onderschrijft recente (na de feiten in deze zaak gewezen) rechtspraak van de Franse Raad van State waarin beroep bij de bestuursrechter tegen beslissingen van de procureur mogelijk is gemaakt. Dat neemt niet weg dat in de onderhavige zaak voor klager geen reële mogelijkheid bestond te verzoeken om verwijdering van zijn gegevens uit STIC terwijl het gevolg daarvan was dat de gegevens voor de maximaal mogelijke duur worden bewaard. Als gevolg daarvan is sprake van een schending van art. 8 EVRM. Met dit oordeel heeft het Hof ook de klacht over art. 13 EVRM afgedaan.

6. De zaak is voor Nederland van enig belang. Uit onderzoek blijkt namelijk dat gegevens niet altijd tijdig worden vernietigd, zoals de wet (Wet politiegegevens en Wet justitiële en straf-vorderlijke gegevens) voorschrijft. Niet alleen wordt daarmee de wet overtreden, aangenomen mag worden dat dit ook een schending van art. 8 EVRM oplevert. Weliswaar zou van misbruik in deze gevallen geen sprake zijn, toch lijkt het wenselijk hier paal en perk aan te stellen. De minister van Veiligheid en Justitie onderschrijft dit. In een brief aan de Tweede Kamer heeft hij aangekondigd de relevante wettelijke regelingen grondig te willen wijzigen, teneinde een effectiever gebruik van politieke gegevens mogelijk te maken, maar ook om de regeling in overeenstemming te houden met eisen van proportionaliteit en subsidiariteit (*Kamerstukken II* 2013/14, 33 842, nr. 2 (hierna weergegeven citaten zijn afkomstig uit deze brief). In het licht van deze uitspraak zijn een aantal aanpassingen relevant. Allereerst wil hij de bewaartermijn van gegevens aanpassen. Die kan nu oplopen tot tachtig jaar. Dat acht de minister uit oogpunt van proportionaliteit en subsidiariteit 'moelijk te rechtvaardigen'. De lange duur van het bewaren van gegevens staat op gespannen voet met rechtspraak van het Hof, zeker wanneer tegen die lange duur nauwelijks met succes bezwaar valt te maken (vgl. Raad van State 19 februari 2014, [ECLI:NL:RVS:2014:499](#)) en kennelijk te vaak gegevens ten onrechte niet worden verwijderd. Niet

gezegd kan worden dat uit 's Hofs rechtspraak valt af te leiden dat bewaartermijnen kort moeten zijn. Dat hangt af van verschillende omstandigheden, zoals de ernst van het feit.

De relevantie van 's Hofs rechtspraak gaat echter verder. De minister wil de wetgeving zo inrichten dat niet de bewaartermijnen centraal staan, maar de gebruikstermijnen. De minister stelt hierover: "Uit oogpunt van proportionaliteit moet worden gedifferentieerd naar de verschillende doelen waarvoor de gegevens mogen worden gebruikt en moet de termijn gedurende welke dat mag, worden bepaald door het doel. Aan dat gebruik kunnen wel nadere voorwaarden worden verbonden, bijvoorbeeld dat het alleen is toegestaan voor bepaalde categorieën zeer ernstige delicten, of alleen voor opsporingsdoelen, of dat de expliciete toestemming van een officier van justitie daartoe is vereist, of dat andere regels gelden voor gegevens die de politie heeft verzameld in het kader van haar niet-strafrechtelijke taken". Onduidelijk is welk materieel doel wordt geformuleerd. Het ligt voor de hand dat dit doel voldoende duidelijk in de wet wordt omschreven. Een vaag doel compenseren door formele criteria zoals een bepaalde autoriteit die de gegevens mag gebruiken of dat de gegevens alleen bij ernstige misdrijven mogen worden gebruikt, lijkt mij niet zonder meer in overeenstemming met de rechtspraak van het Hof.

Tot slot wijst de minister op het belang dat binnen de verschillende organisaties (met name politie en Openbaar Ministerie) op alle niveaus het besef doordringt dat van gegevens niet zomaar gebruik mag worden gemaakt en gegevens moeten worden vernietigd zodra ze geen doel meer dienen. Daarmee geeft de minister een zekere discretionaire ruimte aan de betrokken ambtenaren, iets wat het Hof zal toejuichen. Maar het hebben van een discretionaire ruimte (die volgens mij reeds in de bestaande wettelijke regeling is neergelegd) is iets anders dan het ervan gebruik maken. Als zelfs de wet niet juist wordt toegepast en gegevens die moesten worden vernietigd niet werden vernietigd, hoe valt dan te verwachten dat in de toekomst ambtenaren zelf weten wanneer ze gegevens moeten vernietigen en daartoe vervolgens overgaan? Op dit punt valt nog een wereld te winnen, zoals de minister ook toegeeft. De onderhavige uitspraak vormt voor deze minister, misschien nieuw voor hem, een steun in de rug om die cultuur te veranderen.

prof. mr. J.M. ten Voorde, universitair hoofddocent straf- en strafprocesrecht, Universiteit Leiden en bijzonder hoogleraar strafrechtsfilosofie (leerstoel Leo Polak), Rijksuniversiteit Groningen

Copyright 2016 - Sdu - Alle rechten voorbehouden.